

Chers amis chers camarades permettez moi tout d'abord de remercier

Jean Luc Gibelin membre du bureau exécutif national du PCF chargé de la commission nationale Santé protection sociale.

Guillaume Guahis –Vauclin responsable national du mouvement des jeunes communistes et co – responsable de la « REVUE du PROJET » nouveau mensuel du PCF très apprécié il en dira quelques mots au débat

De remercier les dirigeants des partis politiques qui ont répondu à mon invitation

Raphaël Chauvois du PS, Karine Gulabert et Charles marseaux co –animateur du PG dans le 14, Nicolas Bénies de la gauche Unitaire, Etienne Adam responsable de la F A S E / ANPAG, Pierre CASEVITZ de lutte ouvrière

Les élus

Marc Lecerf maire de Fleury sur orne, Clotilde Valter Députée, Philippe Duron député maire de Caen

Des élus de la région du département et des villes de l'agglomération.

MJ Gobert , Piierre Mouraret, Damien deWinter ; Sylvie Relland Lionel Muller Joël Jeanne.....

Saluer la présence d'une **délégation du peuple Sahraoui et particulièrement Omar MANSOUR représentant permanent du Front Polisario en France. Et notre camarade Jean-Paul LECOQ maire communiste de GONFREVILLE L'ORCHER** qui fut expulsé du Maroc en novembre 2010 mem bre de l'association des amis de la république Arabe Saharoui démocratique.

Aussi saluer la présence **de Maali Tamimi et Rim Hawanda toutes deux venue d'HEBRON pour un séjour linguistique en France.**

Remercier de leur présence les camarades de la « **Ligue des droits de l'homme** », du « **Mouvement de la paix** » des organisations syndicales **la FSU La CGT.**

Remercier bien évidemment les artisans de cette fête. Fête qui a connu un franc succès hier avec la présence de la jeunesse

Léone, Gérard, François, Didier et toutes son équipe qui ont fait en peu de temps un travail magnifique pour que cette fête puisse se tenir dans de bonnes conditions sans oublier les jeunes

de la JC au travers de son animateur **Matthias Saint martin.**

La Fête des coteaux se tient au terme de deux batailles électorales que vient de vivre le pays, le choix est clair : tourner la page de la politique de Nicolas Sarkozy.

Après dix ans de droite, et une présidence sarkozyste brutale et cynique au service exclusif des puissances d'argent, le peuple de France s'est libéré d'un pouvoir qui l'a méprisé et agressé pendant cinq ans. Avec l'élection de François Hollande à l'Élysée et d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, c'est bien une nouvelle période politique qui commence. Celles et ceux qui ont voulu ces victoires ont repris espoir et souhaitent maintenant qu'elles répondent à leurs attentes, que leurs vies changent, que le pays se donne les moyens de sortir de la crise.

Les campagnes mobilisatrices menées par le parti communiste et le Front de gauche ont fortement contribué à ces victoires.

Après une campagne exceptionnelle, lors du premier tour de la présidentielle 4 millions d'électrice et d'électeurs ont apporté leur suffrage aux propositions du candidat du Front de Gauche, Jean Luc Mélenchon. Ces 4 millions de voix ont pesé fort et permis l'élection de François Hollande Permettez moi à cet instant de saluer chaleureusement les candidats du front de gauche qui ont fait avec les militants de chacune des organisations qui le compose un travail de terrain, d'explication, de mobilisation autour du programme « l'humain d'abord ». Un travail qui a permis un progrès significatif de ces candidats, et lors du deuxième tour, dans notre département l'élection de 5 députés sur 6....

Il était indispensable de mettre un terme à un pouvoir qui, allié au Medef, s'en prenait systématiquement au monde du travail, à ses droits, aux libertés démocratiques. Il fallait casser le duo Sarkozy-Merkel pour tenter d'ouvrir une brèche dans les traités européens qui instaurent l'austérité à perpétuité.

Il était urgent de relancer la possibilité d'un débat sur d'autres issues à la crise que les choix actuels

ou les replis xénophobes qui nous y enfoncent inexorablement.

Les points marqués sont donc essentiels. Mais, nous le savons, la bataille du changement recommence dès maintenant, sans attendre, et on le voit avec les premières décisions du Gouvernement ...

Cette bataille va continuer de se mener dans un climat d'urgence et d'instabilité politique en Europe et dans le monde. Les urgences sociales, mais aussi financières ou industrielles sont là. Loin de les résoudre, les recettes en cours les aggravent. Chômage, bas salaires, pauvreté, désindustrialisation, recul des services publics...

La réussite est impossible si les politiques mises en œuvre se contentent d'aménager les trajectoires dominantes. D'autant que la crise s'exacerbe dans toute l'Europe, en Grèce, en Espagne, et la France sera confrontée à des arbitrages de fond dès la session parlementaire de juillet.

Or, il n'y a aucune pause dans l'offensive de la finance qui s'en prend de plus en plus ouvertement à la souveraineté des États, et plaide désormais, sous couvert de fédéralisme, pour une gouvernance bancaire et monétaire définitivement soustraite aux États. Ce bras de fer va s'intensifier.

Aux experts qui claironnent sur toutes Ondes que le Parti Socialiste à tous les « pouvoirs » nous savons nous que c'est faux les pouvoirs sont entre les mains des « marchés financiers » et la première action du gouvernement est de tout faire pour sortir de cette « emprisonnement. »

La sortie de crise impose d'affronter les logiques en vigueur, les contraintes imposées par les marchés, les logiques européennes actuelles, sous peine de passer à côté des attentes populaires et de créer de nouvelles désillusions qui ouvriraient la voie au retour d'une droite dure voire extrême.

« La gauche » a besoin de la confrontation d'idées et de solutions à gauche, notamment avec le parti communiste et le Front de gauche.

Ajoutons que les forces de gauche devront en plus affronter des forces de droite et d'extrême-droite qui, malgré la défaite, restent mobilisées, rêvent de revanche, et vont rivaliser pour prendre la tête de l'opposition au gouvernement, contrer toute solution de progrès, défendre les privilèges accordés durant cinq ans aux forces de l'argent. La bataille de recomposition de la droite, qui est en

cours sous l'impulsion du Front national et de secteurs de la droite ralliés aux thèses populistes et xénophobes, est un des dangers qui menace.

C'est à rassembler, mobiliser, mettre en mouvement les forces susceptibles de faire bouger cette situation que nous voulons consacrer nos forces. Pour nous les rapports de force ne sont pas figés.

Si nous voyons les difficultés, nous voyons aussi les précieux atouts accumulés par les campagnes du Front de gauche. Une dynamique citoyenne et populaire inédite, l'engagement dans cette démarche, le retour ou l'entrée en politique de très nombreux jeunes, de syndicalistes, de forces sociales, intellectuelles et culturelles diverses. Il faut aussi souligner l'enthousiasme avec lequel les communistes ont mené ces batailles, et je veux les remercier à nouveau publiquement, l'élan qu'elles ont suscité pour leur propre engagement, le renforcement du Parti communiste, et saluer les nouveaux adhérents.

A l'élection présidentielle, la percée du candidat commun du Front de gauche, avec près de 4 millions de voix et 11% des exprimés, a été un événement. Aux élections législatives, avec 7%, le Front de gauche a confirmé une progression qui l'installe comme la seconde force politique à gauche.

Nous aurons un groupe à l'Assemblée nationale, confirmant notre place parmi les rares formations politiques qui en disposent dans les deux assemblées parlementaires.

Avec notre influence dans le pays, nos deux groupes, la présence d'élus dans les exécutifs des régions, des communes, des agglomérations et communauté de communes nous sommes une force incontournable à gauche !

Notre posture dans la nouvelle majorité de gauche et nos initiatives d'action, sur le gouvernement sera d'être une force d'action et de pression positive pour pousser le changement, un vrai changement durable. Oui, nous voulons tout faire pour que les victoires remportées par la gauche répondent aux espoirs qu'elles ont suscités.

Comme le dit Pierre Mouraret « nous ne serons pas des « tireurs de Gabion », ou encore comme le dit André Chassaigne président du groupe à l'assemblée nationale « Nous ne sommes pas là pour lancer des grenades dégoupillées dans les pieds des membres du gouvernement »....

Notre objectif est l'intervention populaire pour obtenir les inflexions majeures indispensables, les changements nécessaires le plus vite possibles.

Ils ne peuvent être atteints qu'en étant résolument tournés vers la mobilisation et la construction citoyenne, en construisant les rassemblements politiques, les majorités d'idées et d'action nécessaires jusqu'à rendre incontournables l'adoption de ces mesures au Parlement et par le gouvernement.

Il implique aujourd'hui la mise en mouvement durable des forces que nous avons déjà rassemblées, mises en réseau avec les fronts de luttes, les fronts thématiques, les assemblées citoyennes, et bientôt les ateliers législatifs. Nous aurons à mener les campagnes nationales appropriées.

C'est vrai de toutes nos batailles

- pour la réorientation européenne : nos parlementaires ne ratifieront aucun traité européen perpétuant les politiques d'austérité ; nous demandons la consultation du peuple français par referendum sur le texte des traités qui est sorti du sommet européen des 28 et 29 juin ; nous proposons que la France prenne l'initiative d'Etats généraux de la refondation européenne en faisant appel à toutes les forces politiques et sociales disponibles en Europe pour penser des politiques alternatives de sortie de crise ; nous engageons nos forces, dans l'initiative citoyenne européenne demandant la création d'une banque publique européenne du développement social et écologique, ainsi que dans le processus de Sommet européen alternatif.

- pour la mobilisation des moyens financiers nécessaires aux politiques de développement social, industriel et écologique, par une réforme fiscale globale, la mobilisation des richesses détournées vers la financiarisation, la création d'un pôle public bancaire et financier, la bataille de la France pour refonder les statuts et les missions de la BCE.

- Pour l'augmentation des salaires, et une grande ambition de créations d'emploi, qui commence par l'interdiction des licenciements boursiers, de sécurité d'emploi et de formation

- pour la reconquête des services publics à commencer par l'école, la santé, le logement, la culture

- pour la reconstruction de politiques publiques structurantes en matière d'industrie, de recherche, de planification écologique, d'agriculture, de développement urbain

pour de profondes réformes démocratiques allant vers une VIème République, en faveur des collectivités locales et de la démocratie locale, de l'égalité des droits pour les femmes, des droits et de l'autonomie de la jeunesse, du droit de vote des étrangers, des nouveaux droits des salariés dans les entreprises, d'une démocratisation des institutions et des modes de scrutin.

C'est pourquoi nous avons estimés que les conditions de notre participation au gouvernement Ayrault n'étaient pas réunies, notre objectif est de modifier cette situation. Nous restons disponibles si ces conditions évoluaient. Nous voulons continuer à être utile à atteindre cet objectif ; et pour cette raison nous ne voulons pas renoncer à notre liberté d'agir pour obtenir les inflexions majeures qui nous paraissent indispensables. Nous entendons être une force active et positive au Parlement.

Pour toutes ces raisons, nous estimons plus indispensable que jamais la poursuite et l'amplification d'une démarche de Front de gauche tournée toujours davantage vers la mobilisation citoyenne la plus large possible. Une dynamique prometteuse s'est enclenchée.

Cela suppose que la capacité d'initiatives autonome du Parti communiste continue à se déployer pleinement au service de cette démarche et de notre propre travail de renforcement et d'élaboration collective.

Tout ce travail est devant nous, sans attendre... mais aujourd'hui accordons un moment de répit et faisons la fête tous ensemble.